

États financiers de la

COALITION HUMANITAIRE

et rapport des auditeurs indépendants s'y rapportant.

Exercice clos le 31 décembre 2019



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
150, rue Elgin
Bureau 1800
Ottawa ON K2P 2P8
Canada
Téléphone 613-212-5764
Télécopieur 613-212-2896

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres de la Coalition Humanitaire

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Coalition Humanitaire (l'« entité »), qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 décembre 2019;
- l'état des résultats pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes complémentaires et annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui sont pertinentes pour notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre,

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Toutefois, des événements ou situations futurs pourraient amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

KPMG A.R.L. / S.R.L.C.R.L.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Ottawa (Canada)

Le 27 avril 2020

COALITION HUMANITAIRE

État de la situation financière

Au 31 décembre 2019, avec informations comparatives de 2018

| | 2019 | 2018 |
|--|---------------------|-------------------|
| Actif | | |
| Actif à court terme | | |
| Trésorerie | 2 923 499 \$ | 710 112 \$ |
| Débiteurs | 166 667 | – |
| Taxe de vente harmonisée à recevoir | 5 588 | 22 230 |
| Charges payées d'avance | 1 568 | 1 468 |
| | <u>3 097 322 \$</u> | <u>733 810 \$</u> |
| Passif et actif net | | |
| Passif à court terme | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer (note 3) | 493 156 \$ | 53 772 \$ |
| Apports reportés (note 4) | 1 216 454 | 82 212 |
| | <u>1 709 610</u> | <u>135 984</u> |
| Actif net (note 5) | | |
| Non affecté | 1 387 712 | 469 710 |
| Affecté à l'interne | – | 128 116 |
| | <u>1 387 712</u> | <u>597 826</u> |
| Événement subséquent (note 7) | | |
| | <u>3 097 322 \$</u> | <u>733 810 \$</u> |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil d'administration :

_____ Directeur

_____ Directeur

COALITION HUMANITAIRE

État des résultats

Exercice clos le 31 décembre 2019, avec informations comparatives de 2018

| | 2019 | 2018 |
|--|-------------------|-------------------|
| Produits | | |
| Affaires mondiales Canada | 6 902 513 \$ | 1 576 727 \$ |
| Fonds d'urgence | 587 896 | 555 393 |
| Apports des membres | 603 648 | 282 663 |
| Campagnes | 754 125 | 185 974 |
| Divers | 270 037 | 290 000 |
| | <u>9 118 219</u> | <u>2 890 757</u> |
| Charges | | |
| Programmes | 7 627 208 | 1 942 174 |
| Salaires et charges sociales | 406 093 | 420 588 |
| Opérations | 186 748 | 160 456 |
| Communication et campagnes de financement | 108 284 | 65 614 |
| | <u>8 328 333</u> | <u>2 588 832</u> |
| Excédent des produits sur les charges | <u>789 886 \$</u> | <u>301 925 \$</u> |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

COALITION HUMANITAIRE

État de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 décembre 2019, avec informations comparatives de 2018

| | Non affecté (note 5 a)) | Affecté à l'interne (note 5 b)) | 2019 Total | 2018 Total |
|--|----------------------------|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Actif net au début de l'exercice | 469 710 \$ | 128 116 \$ | 597 826 \$ | 295 901 \$ |
| Excédent des produits sur les charges (note 5(b)) | 789 886 | – | 789 886 | 301 925 |
| Virement de l'actif affecté à l'interne (note 5(b)) | 128 116 | (128 116) | – | – |
| Actif net à la fin de l'exercice | 1 387 712 \$ | – \$ | 1 387 712 \$ | 597 826 \$ |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

COALITION HUMANITAIRE

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2019, avec informations comparatives de 2018

| | 2019 | 2018 |
|---|--------------|-------------|
| Flux de trésorerie liés aux activités suivantes | | |
| Fonctionnement | | |
| Excédent des produits sur les charges | 789 886 \$ | 301 925 \$ |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | | |
| Augmentation des débiteurs | (166 667) | – |
| Diminution (augmentation) de la taxe de vente harmonisée à recevoir | 16 642 | (7 312) |
| Augmentation des charges payées d'avance | (100) | (267) |
| Augmentation (diminution) des comptes créditeurs et des charges à payer | 439 384 | (27 422) |
| Augmentation (diminution) des apports reportés | 1 134 242 | (1 547 308) |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie | 2 213 387 | (1 280 384) |
| Trésorerie au début de l'exercice | 710 112 | 1 990 496 |
| Trésorerie à la fin de l'exercice | 2 923 499 \$ | 710 112 \$ |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

COALITION HUMANITAIRE

Notes afférentes aux états financiers

Exercice clos le 31 décembre 2019

La Coalition Humanitaire (la « Coalition ») a été constituée en société sans capital-actions le 2 octobre 2009 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*. Depuis le 21 novembre 2013, les statuts de la Coalition ne sont plus dressés en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, mais conformément à la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*. La Coalition est un organisme de bienfaisance enregistré et, à ce titre, est exemptée de l'impôt sur le revenu en vertu de l'alinéa 149(1)l) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Reconnue comme une fondation publique, la Coalition a pour but de recevoir ou de maintenir un ou plusieurs fonds et d'investir, en tout ou en partie et de temps à autre, le capital et le revenu s'y rapportant dans des œuvres de bienfaisance qui sont elles aussi des associations caritatives agréées aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

La Coalition est un réseau d'organisations non gouvernementales (ONG) prêtes à s'unir en cas de crises humanitaires. Ce sont cinq des principaux organismes d'aide canadiens qui ont fondé la Coalition.

1. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés par la direction selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif contenues dans la Partie III du Manuel de CPA Canada *Comptabilité* et suivant les principales méthodes comptables suivantes :

a) Constatation des produits

Organisme sans but lucratif, la Coalition applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont comptabilisés en produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés en produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

b) Immobilisations

Au cours de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations passées en charges ont totalisé 4 507 \$ (néant \$ en 2018).

c) Charges

Dans l'état des résultats, la Coalition classe ses charges par fonction.

Les charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et dans la fonction avec laquelle elles ont un lien direct. La Coalition ne ventile pas les charges par fonction après leur comptabilisation initiale.

COALITION HUMANITAIRE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2019

1. Principales méthodes comptables (suite)

d) Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au moment de la comptabilisation initiale. Tous les autres instruments financiers sont ultérieurement évalués au coût ou au coût après amortissement, sauf si la direction a décidé de les comptabiliser à la juste valeur. La Coalition n'a pas choisi de comptabiliser ces instruments financiers à leur juste valeur.

Les coûts de transaction engagés dans le cadre de l'acquisition d'instruments financiers évalués ultérieurement à la juste valeur sont imputés aux résultats à mesure qu'ils sont engagés. Tous les autres instruments financiers sont ajustés en fonction des coûts de transaction engagés à l'acquisition et des coûts de financement, qui sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers font l'objet d'un test de dépréciation tous les ans à la clôture de l'exercice s'il existe des indications de dépréciation. S'il existe une indication de dépréciation, la Coalition détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs au titre de l'actif financier. S'il y a eu un changement défavorable important dans les flux de trésorerie attendus, la Coalition ramène la valeur comptable de l'actif financier au plus élevé des montants suivants : la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus, le prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif financier ou la valeur de réalisation que la Coalition s'attend à obtenir de tout bien affecté en garantie du remboursement de l'actif financier. Si des faits et circonstances donnent lieu à une reprise au cours d'une période ultérieure, une moins-value doit faire l'objet d'une reprise dans la mesure de l'amélioration, la valeur comptable ne devant pas être supérieure à la valeur comptable initiale.

e) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des éléments d'actif et de passif ainsi que sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers de même que sur les montants déclarés des produits et des charges de la période. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Celles-ci font l'objet d'un examen tous les ans et, lorsque des rajustements s'avèrent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

COALITION HUMANITAIRE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2019

2. Politique de financement

La Coalition a adopté un modèle de financement qui prévoit l'investissement d'au moins 85 % des fonds tirés des campagnes de financement dans des programmes d'aide, et ce pourcentage s'applique à l'ensemble des fonds et des coûts de la Coalition et des organismes membres. Le reste peut servir à payer les frais de fonctionnement de base de la Coalition et, à ce titre, il est inclus dans l'actif net non affecté.

3. Crédoiteurs et charges à payer

À la fin de l'exercice, la Coalition n'avait aucune somme à payer au titre des remises gouvernementales, qu'il s'agisse de la taxe de vente harmonisée ou des cotisations sociales.

4. Apports reportés

Les apports reportés se composent des fonds tirés des campagnes de financement qui ont été affectés à des projets humanitaires soutenus par les organismes membres de la Coalition, et qui seront entrepris ou poursuivis au cours du prochain exercice. Ces sommes comprennent les allocations destinées au suivi et à l'évaluation conjointe des programmes des membres qui sont financés par ces fonds.

| | 2019 | 2018 |
|--|--------------|-----------|
| Suivi et évaluation | 64 947 \$ | 25 890 \$ |
| Fonds canadien pour l'assistance humanitaire | 1 151 507 | – |
| Tsunami d'Indonésie 2018 | – | 56 322 |
| | 1 216 454 \$ | 82 212 \$ |

5. Actif net

a) Gestion du capital

La Coalition définit son capital comme étant son actif net. En matière de capital, elle a pour objectif général d'adapter la structure de son capital à la nature et à la durée des actifs financés, et de détenir des fonds en quantité suffisante afin de pouvoir faire face à des événements négatifs imprévus et de poursuivre ses activités et d'avoir assez de liquidités pour pouvoir respecter ses obligations à leur échéance.

La Coalition n'est pas soumise, en vertu de règles extérieures, à des exigences concernant le capital, et sa stratégie globale en la matière demeure inchangée depuis l'exercice clos le 31 décembre 2018.

COALITION HUMANITAIRE

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2019

5. Actif net (suite)

b) Actif net affecté à l'interne

| | Solde au début de l'exercice | Affecté au cours de l'exercice | Utilisé au cours de l'exercice | Solde à la fin de l'exercice |
|-----------------|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|
| Fonds d'urgence | 128 116 \$ | (128 116)\$ | – \$ | – \$ |

Le Fonds d'urgence, établi par le conseil d'administration, est constitué de dons qui sont programmatiques, mais hors campagnes. En 2019, le conseil a viré cette somme sur l'actif net non affecté en prévision d'urgences.

6. Gestion des risques financiers

La Coalition estime qu'elle n'encourt pas de risque de crédit, risque de taux d'intérêt, de risque de change ou de risque de liquidité important découlant de ses instruments financiers.

Les expositions au risque de la Coalition n'ont pas changé depuis 2018.

7. Événement subséquent

Après le 31 décembre 2019, l'Organisation mondiale de la santé a décrété que l'épidémie de COVID-19 avait atteint des proportions pandémiques. Les gouvernements du monde entier, dont le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario, ont donc pris des mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. Ces mesures, qui comprennent des interdictions de voyager, des périodes de quarantaine volontaires et la distanciation sociale, ont perturbé considérablement les activités des entreprises à l'échelle mondiale et au Canada, entraînant ainsi un ralentissement économique. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi en effectuant d'importantes interventions monétaires et budgétaires visant à stabiliser les conditions économiques, mais il est impossible de déterminer à l'heure actuelle si ces interventions auront les effets escomptés. Le climat économique difficile qui prévaut actuellement pourrait affecter les flux de trésorerie et le fonds de roulement et ainsi avoir une incidence directe sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Coalition ultérieurement. La situation évolue constamment et la durée et l'ampleur ultimes de l'incidence sur l'économie et des répercussions financières sur nos activités demeurent inconnues pour le moment.

8. Informations comparatives

Certaines 2018 informations comparatives ont été reclassées pour être conformes au mode de présentation des états financiers adopté pour l'exercice considéré.